

« L'Unita est maintenant en crise. Qu'elle se mette sur le marché (...). Et si elle ne vend pas, qu'elle mette la clé sous la porte. »

BEPPE GRILLO, COMIQUE ANTI-BERLUSCONI ET LEADER DU MOUVEMENT CINQ ÉTOILES (APOLITIQUE).

Coup de massue sur l'Unita, il Manifesto, Liberazione...

Une centaine de titres italiens risquent de disparaître dans les mois qui viennent du fait de la non-reconduction des aides à la presse. La course à l'austérité pourrait rendre Mario Monti plus dangereux pour le pluralisme que Silvio Berlusconi.

Stangata: coup de massue. C'est ainsi qu'on désigne en Italie les coupes budgétaires qui se succèdent depuis 2010. Abstraite jusqu'alors, l'expression prend corps quand il s'agit de la presse. Les décisions budgétaires du gouvernement de Silvio Berlusconi ces dernières années, si elles sont confirmées par l'exécutif technocratique de Mario Monti, mettent en danger une centaine de journaux dans la Péninsule.

« Il y a quatre ans, le fonds pour le pluralisme de l'édition était doté de 240 millions d'euros. Contre un peu plus de 50 millions aujourd'hui », constate Franco Siddi, secrétaire de la Fédération nationale de la presse italienne (FNSI), le syndicat des journalistes. Encore pourvu de 120 millions d'euros l'an dernier, ce fonds subventionne la presse des partis politiques, des minorités linguistiques ou gérées en coopérative.

Luca Lando, vice-directeur de l'Unita, rappelle un autre élément du dispositif: « Les fonds sont versés avec dix-huit mois de retard. » Dans l'intervalle, les banques prêtent donc cette somme, avec intérêts. Là est le problème: la somme qui sera reçue est quasiment imprévisible. Mais les dépenses sont bel et bien engagées. De plus, du fait de la crise, les institutions ban-



En juin 2010, Silvio Berlusconi menaçait la liberté d'informer en interdisant la retranscription des écoutes téléphoniques. Certains journaux avaient publié une une blanche pour protester. Aujourd'hui, le pluralisme de la presse est victime des politiques d'austérité.

caires sont à court de liquidités. « Il y a un problème d'incertitude », renchérit le délégué syndical de l'Unita, Roberto Montefiore. Une incertitude qui a conduit les salariés du quotidien historique du Parti communiste italien, aujourd'hui dans le giron du Parti démocrate, à ne pas toucher leur treizième mois en 2011.

Si l'Unita voit juste son plan de développement menacé pour le moment, il en va tout autrement pour le quotidien communiste *il Manifesto*, le quotidien de droite *il Secolo d'Italia*, de nombreux titres de la presse locale ou les quotidiens des minorités linguistiques slovène *Primorski Dnevnik* ou allemande *Dolomiten*. Tous risquent la fermeture pure et simple.

Un journal a déjà fait les frais de cette non-reconduction des aides. Il s'agit de *Liberazione*, l'organe du Parti de la refondation communiste (PRC). Après vingt ans d'existence, il a cessé de paraître à la nouvelle année. Depuis la fin décembre, les salariés occupent les locaux de la rédaction pour réclamer que l'éditeur reprenne la publication, et que

« Les fonds sont versés avec dix-huit mois de retard. » Dans l'intervalle, les banques prêtent donc cette somme, avec intérêts.

l'on ne taille pas dans les fonds pour l'édition.

Cette fermeture est devenue le symbole de l'horreur économique que constitue la diminution des fonds. En 2008, son déficit était de « plus de 3 millions d'euros », indique son directeur, Dino Greco. Il n'était « plus l'an dernier que de 250 000 euros ». La baisse des aides à la presse, qui entraîne un refus des banques d'accorder des prêts, l'a achevé. Le PRC, qui n'a pas de ressources financières depuis qu'il a été évincé du Parlement en 2008, ne peut recapitaliser le journal.

« Si on laisse faire, il ne restera plus que la Stampa du groupe Fiat, le Corriere della Sera de Mediobanca, il Sole 24 Ore de la Confindustria,

REPÈRES

► L'Unita, quotidien fondé par le philosophe Antonio Gramsci en 1924. Organe du Parti communiste italien (PCI), il est maintenant lié au Parti démocrate (centre gauche).

► Il Manifesto, journal fondé par des dissidents du PCI en 1969. Il continue de se dire « journal communiste ».

la patronat italien, et la Repubblica du millionnaire Carlo De Benedetti », prévient Dino Greco. Plus de 3 000 salariés pourraient perdre leur emploi. Sans compter les emplois induits. « Les amortisseurs sociaux, pour des gens qui ne trouveront durablement pas d'emploi, vont coûter plus cher à l'État que d'abonder le fonds », constate Dino Greco. « C'est donc un choix politique qui est fait », prévient l'ancien syndicaliste, qui alarme: « Nous sommes sur une trajectoire de sortie de la démocratie. »

Les besoins sont estimés à au moins 70 millions d'euros. L'argent existe. La FNSI propose que l'on prélève 1 % des ressources publicitaires des télévisions. Cela rapporterait 45 millions d'euros. Ensuite, 1 % des profits des fondations bancaires pourraient être fléchés vers les fonds. Ces fondations, propriétaires des banques, financent déjà les institutions culturelles de la Péninsule.

Mandaté pour imposer l'austérité en novembre dernier, le gouvernement de Mario Monti est pour le moment passé en force sur tous les sujets. Il n'a pas remis en cause la politique de Silvio Berlusconi vis-à-vis des aides à la presse. Mais face à la perspective d'être le premier exécutif depuis 1925 à mettre fin au pluralisme dans les médias, il pourrait être amené à revoir sa copie. Le Parlement doit rendre ses décisions sur le sujet d'ici la fin du mois. Il y a urgence. C'est en ce début d'année que les patrons de presse ont rendez-vous avec leur banquier.

GAËL DE SANTIS

L'ACTEUR DE LA SEMAINE

Ilker Basbug, général turc, du garde-à-vous à la garde à vue

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la lutte que se livrent depuis plusieurs années le gouvernement du premier ministre Recep Tayyip Erdogan et l'armée turque, accusée de fomenter des complots contre le pouvoir islamo-conservateur. Le général Ilker Basbug, chef d'état-major de la deuxième force de l'Otan de 2008 à 2010, a été placé en détention préventive dans la prison de Silivri, près d'Istanbul. Ce militaire de soixante-huit ans, père de deux enfants, a commencé sa carrière militaire en 1963 avant de prendre le commandement de l'armée de terre puis de finir numéro un de cette

institution qui se veut la garante de la laïcité en Turquie. Il est accusé d'avoir « appartenu et dirigé une organisation terroriste et d'avoir tenté de renverser le gouvernement ». Ce n'est pas le premier militaire à être suspecté de faire partie du réseau Ergenekon, un groupe ultranationaliste qui aurait tenté de faire tomber le gouvernement dirigé par le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan. Plus de 250 officiers, journalistes, avocats et universitaires sont emprisonnés. Mais c'est la première fois qu'Ankara s'en prend à un personnage aussi gradé. « Évidemment, s'il y a crime, il y a sanction judiciaire.

Mais penser qu'une telle personnalité puisse prendre la fuite et l'envoyer ainsi en prison, c'est bafouer la présomption d'innocence », écrit le journaliste Ruhat Mengi dans le quotidien *Vatan*. « Ce qui est choquant c'est qu'on constate que ces tribunaux spéciaux décident systématiquement et sans exception de placer ces suspects en détention », indique de son côté Sinan Ulgen, du Centre d'études économiques et de politique étrangère. L'affaire Basbug illustre la porte d'influence de l'armée, autrefois intouchable. Le message du pouvoir est clair: silence dans les rangs!

DAMIEN ROUSTEL